



FAIRE AFFAIRE

avec Travaux publics et services gouvernementaux Canada Été 2005



Le Canada est
mieux en
mesure de
détecter le
temps violent

Page 12



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada

Dans ce numéro



Les prochaines étapes Un message du ministre Scott BrisonPage 3
Assainissement des sites contaminés au nord du 60 ^e parallèlePage 4
Des économies de 1,6 M\$ grâce à un projet pilote de TPSGCPage 5
Les stagiaires en conduite automobile de la GRC sont sur la bonne voiePage 6
Excellence en ingénierie : des solutions novatrices prennent leur envolPage 8
Ouverture du centre d'expertise « écologique » — au service de l'ensemble du gouvernementPage 9
Collaboration — la clé du service aux Canadiens et aux CanadiennesPage 10
Le Canada est mieux en mesure de détecter le temps violentPage 12
Communiquer avec les Canadiens et les Canadiennes par l'entremise de leurs députésPage 14

Faire affaire est le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

On peut avoir accès également à ce bulletin électroniquement à l'adresse suivante : www.tpsgc.gc.ca/fa afin de tenir les clients et les parties intéressées au courant de toutes les facettes des activités du Ministère.

Si vous souhaitez recevoir *Faire affaire* régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie. Vous pouvez aussi présenter une demande d'abonnement par Internet en consultant l'adresse suivante : www.tpsgc.gc.ca/fa/text/subscribe-f.html

Pour des questions autres que l'abonnement, communiquez avec :

Sharon MacMillan, rédactrice
Faire affaire avec TPSGC
Services ministériels, ressources
humaines et communications
TPSGC
16A1, Place du Portage, Phase III
11, avenue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Télécopieur : (819) 956-0573
Courriel : questions@tpsgc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre des
Travaux publics et des Services
gouvernementaux (2005)

ISSN 1201-7450



6



9



14

Résultats du sondage du gouvernement du Canada sur la satisfaction des locataires

Le gouvernement du Canada fournit des locaux à plus de 210 000 fonctionnaires travaillant dans 1 900 emplacements au Canada. Les résultats d'un sondage effectué à partir d'un échantillon représentatif des employés révèlent que le taux de satisfaction de ces employés en ce qui concerne les services immobiliers s'élève à pas moins de 92 %. Non seulement ce taux

est-il plus élevé que celui enregistré lors du précédent sondage, mais il correspond aussi au taux de satisfaction global des employés du gouvernement des États-Unis.

Merci à tous les employés pour leur participation au sondage.

Pour obtenir plus de renseignements sur les résultats du Sondage

national sur la satisfaction des locataires (SNSL) de 2004-2005, veuillez communiquer avec Tracy Liut par courriel, à tracy.liut@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone, au (613) 736-3036. Vous pouvez également obtenir des renseignements généraux sur le SNSL en visitant le site Web de Statistique Canada à l'adresse <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050315/q050315f.htm>



Les prochaines étapes

Le gouvernement du Canada accomplit des progrès importants dans le cadre de ses initiatives de modernisation. À l'échelle du gouvernement, les ministères et les organismes travaillent en collaboration afin de réaliser des économies de plusieurs millions de dollars tout en s'acquittant de leur engagement permanent à l'égard de la transparence, de la reddition de comptes et de l'environnement.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) est fier de contribuer à ces progrès. À titre de fournisseur de services communs, le Ministère prend des mesures positives qui créent un effet d'entraînement dans l'ensemble du gouvernement. Je suis fier de pouvoir dire que nous avons déjà commencé à faire bouger les choses; nous pouvons dès maintenant offrir à la population canadienne des avantages sur le plan social, économique et environnemental. En 2004-2005, nous avons réduit nos dépenses de 100 millions de dollars et cela n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Dans ce numéro de *Faire affaire*, nous vous présentons d'autres réalisations récentes du Ministère ainsi que nos plans pour l'avenir. Je vous invite à lire ce numéro pour constater que :

- nous faisons économiser aux contribuables plus de 1,6 million de dollars grâce à l'achat d'ordinateurs de bureau en grande quantité (page 5);
- nous travaillons de concert avec tous les ministères et organismes à la mise en œuvre de nouvelles approches à l'égard de la gestion immobilière et des achats de même qu'à l'atteinte d'un but commun, soit la réalisation d'économies pour la population canadienne (page 10);
- nous permettons d'assainir l'environnement en assumant le rôle de chef de file de l'écologisation des opérations du gouvernement du Canada (page 9);
- nous mettons à profit notre expertise en matière de gestion de projets et notre expertise environnementale dans l'assainissement des sites contaminés dans le Nord du Canada (page 4);
- nous établissons la communication avec les députés, pour les informer des nombreux services qu'offre TPSGC aux Canadiens et aux Canadiennes dans leurs circonscriptions (page 14);
- nous offrons des services d'ingénierie novateurs qui contribuent à assurer la sécurité des Canadiens et des Canadiennes et à les protéger contre les phénomènes météorologiques violents (page 12). De plus, nous fournissons des installations de formation des conducteurs à la fine pointe de la technologie pour le service de police fédéral (page 6) et nous indiquons la voie à suivre pour assurer la sécurité aérienne (page 8).

Ces bonnes nouvelles sont la preuve que les efforts accrus que nous déployons pour offrir des services de façon plus judicieuse, plus rapide et plus économique portent déjà fruit. Je suis persuadé qu'à mesure que nous continuerons d'offrir les meilleurs services de la façon la plus rentable pour les contribuables, c'est l'ensemble du gouvernement et de la population canadienne qui en profiteront.

Scott Brison
Ministre
TPSGC



Assainissement des sites contaminés au nord du 60^e parallèle

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) travaillent en partenariat avec le secteur privé afin d'améliorer la qualité de l'environnement dans le Nord du Canada.

Cette collaboration découle d'un engagement de quatre milliards de dollars du gouvernement du Canada à l'égard de l'assainissement des sites contaminés dont il assume la responsabilité totale ou partielle.

« Le gouvernement du Canada prend des mesures concrètes et il engage des dépenses importantes pour rendre ces sites sécuritaires », déclare Margaret Kenny, directrice générale, Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales, TPSGC. Dans la plupart des cas, la contamination est attribuable aux activités minières et militaires qui ont eu lieu entre le milieu et la fin du XX^e siècle.

AINC est responsable de la direction du projet visant la stabilisation des sites qui se trouvent au nord du 60^e parallèle, c'est-à-dire au Nunavut, dans le Territoire du Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Il a demandé l'appui de TPSGC.

« Nous voulions tirer profit de l'expertise de TPSGC en matière de prestation de vastes services environnementaux », déclare Michael Nahir, conseiller principal en ingénierie, AINC. Dans le cadre d'une convention de services de cinq ans, TPSGC fournit des services de gestion de projets, des services techniques, des services d'approvisionnement et des services environnementaux dans le cadre de la mise en oeuvre des projets d'évaluation et d'assainissement d'AINC dans le Nord canadien.

« Les principaux objectifs de notre client consistent à stabiliser les sites et à les rendre sécuritaires ainsi qu'à assurer la protection à long terme de l'environnement », déclare M^{me} Kenny.

Pour chacun des sites, une équipe de projet évalue la nature et la portée de la contamination, et elle

collabore ensuite avec des experts techniques, les dirigeants des collectivités locales et d'autres intervenants à l'élaboration d'un plan d'assainissement. « Au cours de ce processus, nous fournissons des services d'appui à AINC, qui consulte tous les principaux intervenants, comme les résidants et les groupes des Premières nations », déclare M^{me} Kenny.

Après avoir établi un plan, les ingénieurs préparent les devis et les spécialistes en approvisionnement lancent les appels d'offres relatifs aux contrats de construction.

Les solutions choisies varient en fonction du site. Par exemple, à la mine Giant de Yellowknife, la poussière toxique de trioxyde de diarsenic est confinée de façon sûre dans des chambres souterraines. À la mine Colomac, une ancienne mine d'or située au nord-ouest de Yellowknife, l'eau contaminée par le cyanure et l'ammoniac est stockée de façon sécuritaire. On y ajoute du phosphore, qui favorise la prolifération d'algues, lesquelles décomposent les contaminants en substances non toxiques.

« En plus d'assurer un environnement plus sécuritaire, déclare M^{me} Kenny, ce programme permettra de créer des possibilités économiques importantes pour les collectivités, comme des emplois et des projets de marchés. »

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Michael Billowits, gestionnaire, Sites contaminés, au (819) 956-4042, ou par courriel, à l'adresse michael.billowits@tpsgc.gc.ca.

Ci-dessus : une équipe de construction creuse une tranchée parafouille à la mine Colomac, située au nord-ouest de Yellowknife, pour empêcher que les substances toxiques de la mine ne s'infiltrent dans le lac Steves avoisinant. TPSGC et AINC travaillent en collaboration avec la collectivité Tlicho de l'endroit à l'assainissement du site, une ancienne mine d'or gérée par Royal Oak Mines Inc. de 1989 à 1997.

Des économies de 1,6 M\$ grâce à un projet pilote de TPSGC Le regroupement des achats contribue à simplifier le processus d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), qui est le plus important acheteur au Canada, dépense chaque année près de 10 milliards de dollars pour fournir aux ministères et aux organismes du gouvernement du Canada les produits et les services dont ceux-ci ont besoin pour servir la population canadienne.

TPSGC a récemment utilisé son pouvoir d'achat pour réaliser des économies de 1,6 million de dollars dans le cadre d'un projet pilote visant à évaluer les répercussions liées au regroupement des achats d'un seul produit, soit les ordinateurs de bureau.

Un groupe de travail ministériel a coordonné tous les aspects du projet en traitant les demandes d'achat d'ordinateurs de bureau présentées par divers services à l'échelle du Ministère. Au cours des trois mois qu'a duré le projet, une équipe mixte composée de responsables de la technologie de l'information et des achats a coordonné l'achat de 2 293 ordinateurs de bureau. L'équipe s'est occupée de tout, allant de la passation des marchés à la livraison des ordinateurs. Cette approche, qui s'est avérée très économique et des plus efficaces, a stimulé l'établissement d'autres initiatives connexes.

À la suite du succès du projet pilote, TPSGC envisage d'étendre la portée de celui-ci à l'achat d'ordinateurs portatifs, d'imprimantes et de logiciels. Le Ministère prévoit en étendre graduellement la portée pour y inclure les 40 biens et services les plus en demande, permettant ainsi de réaliser davantage d'économies.

« Au lieu de laisser chaque service effectuer ses propres achats, nous allons fonctionner de manière plus centralisée afin de tirer profit des achats en grande quantité, déclare Jacques Laflamme, directeur, Gestion des opérations, Direction générale des approvisionnements, TPSGC. Cette approche est avantageuse principalement en raison des économies d'échelle qu'elle permet de faire, mais aussi grâce à la réduction des frais d'administration. »

Le projet pilote vise également à appuyer les engagements de TPSGC à l'égard des entreprises autochtones. Le processus d'appel d'offres a permis de respecter les engagements du Ministère visant à réserver un certain nombre de ses contrats annuels aux entreprises autochtones. Le regroupement des achats respecte aussi les engagements de TPSGC liés au développement durable en permettant de réduire considérablement la paperasserie administrative et les ressources liées à des initiatives d'achats multiples.

« Nous avons déjà réalisé beaucoup d'économies et nous en réaliserons encore plus à mesure que nous intégrerons des produits et des services au processus de regroupement des achats », déclare Caroline Bassett, gestionnaire, Division de l'équipement informatique, Direction générale des approvisionnements, TPSGC.

« Nous prévoyons établir un système qui nous permettra de coordonner et de planifier avec nos collègues d'autres ministères l'achat de biens et de services à l'échelle du gouvernement afin de réaliser des millions de dollars d'économies », ajoute M^{me} Bassett.

Le regroupement des achats ne représente que l'une des nombreuses initiatives de TPSGC visant à offrir des produits et des services de façon plus judicieuse, plus rapide et à moindre coût.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Caroline Bassett par courriel, à caroline.bassett@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone, au (819) 956-1201.

Le coût des ordinateurs que TPSGC a achetés pour le compte des ministères et des organismes du gouvernement du Canada s'élève à près de 200 millions de dollars par année. L'établissement d'un système pangouvernemental de regroupement des achats contribuera à simplifier le processus d'achats gouvernementaux et permettra de réaliser d'importantes économies.



Les stagiaires en conduite automobile de la GRC sont sur la bonne voie

Avec ses deux voies d'accélération en ligne droite, ses côtes et ses 43 virages exceptionnels, la « Piste 3 » est une piste d'apprentissage de la conduite automobile unique en son genre – elle est idéale pour préparer les futurs agents de la GRC à affronter les embûches de la route.

Située à Regina (Saskatchewan), et gérée par la Division dépôt, siège de l'école nationale de formation de la GRC – la Piste 3 est l'endroit où les futurs agents de la GRC acquièrent les techniques de conduite avancées et où ils pratiquent des simulations de poursuite dans le cadre de leurs 65 heures de formation obligatoire à la conduite automobile.

« Un agent de la GRC passe soixante-dix pour cent de son temps à bord d'un véhicule – c'est notre bureau sur roues, déclare le sergent Stéphane Caron de la GRC. Il faut absolument que les cadets reçoivent la meilleure formation possible en conduite automobile ». Plus de 800 stagiaires ont déjà évolué sur la Piste 3, et l'on prévoit que plus de 1 000 nouvelles recrues y recevront de la formation chaque année.

À la suite d'une rencontre avec la GRC, qui avait pour objet de déterminer les besoins en formation de cette dernière, une équipe de gestion de projet de TPSGC a élaboré les exigences liées à la conception de la piste, fourni des services sur le plan des appels d'offres et planifié, coordonné et géré la construction de la piste.

L'un des entrepreneurs retenus pour la réalisation des travaux – qui comptait plus de 40 ans d'expérience dans la construction de routes – a déclaré que ce projet avait été le plus difficile de toute sa carrière, selon Allan Currie, gestionnaire de projet à TPSGC. « La Piste 3 présente toutes les difficultés que l'on peut rencontrer sur la route, mais il est très rare que toutes ces difficultés soient si rapprochées les unes des autres », ajoute M. Currie au sujet des trois kilomètres de piste. Les virages serrés ont présenté le plus grand défi du point de vue de l'entrepreneur.

Malgré la difficulté des travaux, les délais serrés dus aux calendriers de formation rigoureux et le temps exceptionnellement pluvieux, on a réussi à réaliser le projet dans les délais prévus, sans dépassement de coût. « J'attribue cela à la qualité des communications et aux excellentes relations de travail entre les différentes parties qui y ont participé », déclare M. Currie.

« Je suis fier de la participation de TPSGC à la construction de cette nouvelle piste », déclare M^{me} Kim Junek, directrice du Service à la clientèle en Saskatchewan. « Cela témoigne des relations de travail exceptionnelles qui existent entre TPSGC et la GRC. »

En plus d'aider la GRC à accueillir l'arrivée massive de nouveaux cadets, la Piste 3 constitue une grande amélioration du programme de formation à la conduite automobile, qui comprend des études en classe, la pratique de la conduite préventive dans le centre-ville de Regina, et la pratique de la conduite sur la Piste 1 (une piste sinueuse) et sur la Piste 2 (une large surface asphaltée). La Piste 3 est idéale pour permettre aux cadets de pratiquer le changement de voies, les virages et les techniques de maniement du volant.

« La Piste 3 reflète l'évolution du programme de conduite automobile à la GRC, explique le sergent Caron. Elle imite beaucoup mieux que toute autre piste les conditions typiques de la route et permet aux cadets de pratiquer l'usage d'un véhicule dans un environnement contrôlé. Cette piste est unique au Canada. »

Pour tout renseignement au sujet du rôle de TPSGC dans la construction de la Piste 3, prière de communiquer avec M. Allan Currie au (306) 780-8658 ou à l'adresse courriel allan.currie@tpsgc.gc.ca.

La Division dépôt de la GRC à Regina (Saskatchewan), est le siège de l'école nationale de formation qui, depuis 120 ans, s'occupe de former les agents de la GRC. D'une durée d'environ 26 semaines, le programme intensif de formation scolaire et physique enseigne aux cadets ce qui suit : les principes juridiques de base, la façon de résoudre les problèmes dans les services de police communautaires, la gestion des éléments de preuve et des scènes de crime et la façon d'éviter et de gérer les incidents. Tout en apprenant souvent dans le cadre de scénarios réalistes et de jeux de rôle, les cadets acquièrent aussi des habiletés axées sur leur travail, telles que la conduite automobile et le maniement des armes à feu, et deviennent versés dans le cérémonial et les tactiques militaires. À la fin de leur stage, ils sont prêts à assumer leur rôle comme membres réguliers de la force de police.




Conçue afin de simuler toutes les difficultés possibles qu'un agent peut rencontrer sur la route lorsqu'il est en service, la Piste 3 constitue une grande amélioration du programme de formation à la conduite automobile de la GRC.



Excellence en ingénierie :

des solutions novatrices prennent leur envol



Pour les spécialistes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), tout est possible lorsqu'il s'agit de trouver des solutions novatrices à des problèmes complexes. L'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto en sait quelque chose.

Il y a deux ans, lorsque le client de longue date du Ministère a eu besoin d'offrir à ses pilotes plus de visibilité entre les principales aérogares et les pistes de l'Aéroport international Pearson de Toronto, il a fait appel aux services de TPSGC.

Ty Huynh, ingénieur électricien, TPSGC, s'est penché sur la meilleure façon d'installer des feux encastrés sur les pistes, et il a immédiatement écarté la solution la plus évidente, car celle-ci prenait trop de temps à mettre en œuvre et elle était trop coûteuse.

« La méthode habituelle consiste à creuser dans le béton; elle a été utilisée à un important aéroport des États-Unis pour installer des feux encastrés similaires, explique M. Huynh, mais dans notre cas, cette approche était trop coûteuse et il aurait fallu fermer les voies de circulation et la zone revêtue autour de l'aérogare pendant que le béton durcissait. »

M. Huynh était à la recherche d'une façon novatrice et économique d'installer les feux, qui permettrait d'éviter toute interruption de la circulation à l'aéroport.

Après avoir examiné un certain nombre de solutions, il a choisi la plus novatrice, soit celle qui consiste à forer des canalisations en-dessous des dalles de béton et à y insérer des conduits et des câbles électriques afin d'alimenter les feux encastrés installés en surface. Les avantages de cette méthode – appelée « technologie sans tranchée » ou « forage dirigé » – sont les suivants : coûts moins élevés, interruption limitée à la surface et économie de temps.



TPSGC a utilisé une machine de forage dirigé pour installer des feux encastrés sur la piste de l'aéroport, un moyen novateur d'économiser temps et argent.

En creusant un trou de 1,5 mètre de profondeur, l'équipe de projet a contourné une série d'obstacles sous-terrains comme les conduits à gaz et les tuyaux d'évacuation des services publics afin d'effectuer des travaux de forage visant à créer des canalisations pour le câblage, lesquelles pouvaient mesurer jusqu'à 500 mètres de longueur. Il a fallu empêcher que les airbus circulent aux alentours du chantier durant le jour, et l'équipe a réussi à réduire les interruptions au minimum en dégageant les lieux et en recouvrant les trous avec des plaques de métal industrielles afin que la circulation puisse reprendre le soir et la nuit.

Au total, M. Huynh et son équipe ont réussi à installer, l'année dernière, 259 feux encastrés autour de l'aérogare n° 3 de l'Aéroport international Pearson de Toronto.

Comme l'approche novatrice de M. Huynh était une première en Amérique du Nord, ce dernier a remporté un prix Air Carrier décerné par l'Illuminating Engineering Society of North America.

Cet été, M. Huynh et son équipe commenceront les travaux prévus dans le cadre de l'étape ultérieure du projet de modernisation de l'aéroport en installant 132 feux encastrés supplémentaires dans la zone revêtue autour de l'aérogare n° 2.

Pour plus de renseignements sur ce projet, veuillez communiquer avec Ty Huynh par téléphone, au (416) 512-5758, ou par courriel, à ty.huynh@tpsgc.gc.ca.



Ouverture du centre d'expertise « écologique »



Au service de l'ensemble du gouvernement

La responsabilité environnementale est l'une des plus hautes priorités des ministères et des organismes du gouvernement du Canada (GDC). Ceux-ci peuvent maintenant compter sur un nouveau service qui les aidera à donner suite à leurs engagements en matière environnementale : le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BEOG).

Le BEOG permet de regrouper l'expertise environnementale de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), de sorte que le Ministère est mieux placé pour agir comme chef de file en matière d'écologisation à l'échelle du gouvernement. Le bureau permet également à TPSGC de consolider son rôle comme joueur clé dans la mise en œuvre du programme de développement durable du GDC.

Le Ministère collaborera de près avec d'autres ministères du GDC, notamment Ressources naturelles Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor, afin d'assurer une perspective pangouvernementale lorsqu'il établira des priorités et des structures de gestion à l'échelle du gouvernement.

Le rôle de TPSGC au sein du gouvernement consiste surtout à faire preuve de leadership relativement à des questions portant sur les achats écologiques et la gestion immobilière écologique, mais aussi à se pencher sur une foule d'autres questions comme l'assainissement de sites contaminés, la gestion des risques, le recyclage et la gestion des déchets.

« Le bureau rassemblera des gens possédant des compétences en matière de politiques, de

génie et d'attribution de contrats ainsi que des spécialistes d'autres secteurs qui observeront les opérations du gouvernement du point de vue de l'écocivisme », déclare Scott Brison, ministre de TPSGC.

Comme ses objectifs clés consistent notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement et à investir dans la production d'énergie renouvelable et économique, le BEOG pourra contribuer à protéger et à préserver l'environnement pour les générations futures de Canadiens et de Canadiennes.

De plus, le Bureau veillera à établir un équilibre entre l'atteinte des buts liés au développement durable et l'obtention du meilleur rapport qualité-prix pour les contribuables. « De bonnes politiques environnementales peuvent également présenter des avantages sur le plan économique », a souligné le ministre Brison, qui a loué tout récemment une voiture hybride.

« En plus de nous aider à protéger l'environnement, l'écologisation des opérations à l'échelle du gouvernement nous permettra de produire des dividendes pour les contribuables. »

Si vous désirez obtenir des conseils concernant les objectifs de votre ministère en matière de développement durable, veuillez communiquer avec Margaret Kenny, directrice générale, BEOG, par courriel, à margaret.kenny@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone, au (819) 956-1613.

Collaboration — la clé du service aux Canadiens et aux Canadiennes

Tous les ministères et organismes du gouvernement du Canada participent à l'exécution d'un engagement pris envers les Canadiens et les Canadiennes dans le budget de 2005 : assurer la prestation de services de manière plus judicieuse, plus rapide et à moindre coût. Pour s'acquitter de cette tâche, TPSGC mobilise et consulte largement les ministères, peu importe leur taille.

À titre de fournisseur de services communs pour le gouvernement du Canada, TPSGC a examiné des changements fondamentaux à la façon de fournir des services gouvernementaux essentiels et a constaté qu'il était possible de réaliser des économies dans trois secteurs clés : l'approvisionnement, la gestion immobilière et la technologie de l'information. Tout de suite après avoir annoncé officiellement les objectifs en matière d'économies dans le budget de 2005, TPSGC a procédé à des consultations individuelles avec les ministères qui engagent la plupart des dépenses du gouvernement pour discuter des répercussions de ces changements sur eux. La Direction générale de l'intégration des services de TPSGC — que plusieurs appellent « le visage de TPSGC » — a rapidement assumé un rôle de chef de file.

« Nous avons tenu 93 réunions au cours des trois premiers mois suivant l'annonce du budget, et des économies ont déjà été réalisées », déclare John Turner de la Direction générale de l'intégration des services de TPSGC.

« Pour communiquer clairement avec les ministères, nous avons organisé des discussions ouvertes et des consultations individuelles et nous avons mené des analyses propres à chaque ministère », explique M. Turner. Divers organismes, comme la Banque du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et Téléfilm Canada, ont appris dans quelle mesure les initiatives en matière d'économies de TPSGC les toucheront à court terme et à long terme. Des représentants d'une centaine de ministères, d'organismes, de commissions et de conseils du gouvernement du Canada ont obtenu des explications détaillées sur la façon dont les objectifs en matière d'économies ont été déterminés et sur la façon dont TPSGC peut les aider à atteindre ces objectifs.

La plupart des économies seront réalisées de façon graduelle au cours des cinq prochaines années — au début, les objectifs seront peu élevés et ils augmenteront graduellement.

La consultation individuelle est la pierre angulaire de l'engagement de TPSGC dans le cadre duquel il sollicite la participation complète des autres ministères pour réaliser les objectifs axés sur la réalisation d'économies dans les secteurs de l'immobilier et des approvisionnements. TPSGC a organisé 93 consultations interministérielles peu de temps après l'annonce de ces objectifs dans le budget de 2005.



Une communication ouverte et continue entre les ministères est essentielle pour économiser l'argent des contribuables dans l'ensemble du gouvernement. John Shearer, SMA de la Direction générale de l'intégration des services à TPSGC, répond à une question d'un représentant ministériel.

Mais certaines répercussions, comme les changements apportés à la façon dont les ministères peuvent acheter des biens, ont été constatées immédiatement. Par exemple, depuis le 1^{er} avril 2005, tous les ministères doivent se servir des offres à commandes négociées à l'avance pour dix des biens et des services les plus couramment utilisés. TPSGC a actuellement des offres à commandes pour plus de 95 pour cent des biens et des services les plus couramment achetés.

Un site Web d'information, un CD-ROM et un centre d'appels national situé à Toronto permettent également aux ministères de se tenir au courant.

« Il s'agit de créer des partenariats pour gérer plus efficacement les dépenses à l'échelle du gouvernement », déclare M. Turner. « Pour réussir, nous devons travailler en étroite collaboration. »

« Une étroite collaboration entre les ministères, les organismes centraux et TPSGC est essentielle pour maximiser le pouvoir de dépenser du gouvernement du Canada et réaliser davantage d'économies. »

I. David Marshall
Sous-ministre, TPSGC

Pour obtenir plus de renseignements sur l'aide que la Direction générale de l'intégration des services de TPSGC peut apporter à votre organisation, veuillez téléphoner au numéro (866) 664-6609. Les employés du gouvernement peuvent visiter le site Web <http://publiservice.tpsgc.gc.ca/info/> pour obtenir des renseignements en direct.

Améliorer les services et maximiser les économies

Comme TPSGC réalisera des économies dans les trois principaux secteurs suivants, l'ensemble du gouvernement — et en définitive la population canadienne — en profiteront :

Faire des achats plus judicieux

Le gouvernement économisera un montant de 2,5 milliards de dollars sur cinq ans en maximisant son pouvoir d'achat et en groupant ses achats, tout en réduisant de moitié le temps nécessaire pour effectuer un achat.

Cerner les possibilités de réaliser des économies dans le secteur immobilier

TPSGC cherche à économiser un montant de 925 millions de dollars sur cinq ans en gérant les biens du gouvernement plus efficacement et en améliorant l'application des normes concernant les locaux à bureaux.

Tirer pleinement profit des systèmes de technologie de l'information

Des experts de la TI prennent les moyens nécessaires pour assurer une gestion plus efficace de l'infrastructure de la TI dans l'ensemble du gouvernement, pour accroître le partage des services communs en matière de TI et pour rendre le gouvernement plus accessible à la population canadienne et aux entreprises en ajoutant d'autres services en direct.

Le Canada est mieux en mesure de détecter le temps violent

L'automne 2004 marque l'achèvement de la mise en place du tout nouveau système de radar météorologique Doppler. La population canadienne dispose dorénavant d'un système incomparable, de renommée mondiale, qui permet de donner des avertissements météorologiques dans les plus brefs délais possibles.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) est fier d'avoir joué un rôle important dans la réalisation de cette initiative de 34,9 millions de dollars, qui s'est échelonnée sur sept ans, et qui permettra de sauver des vies, de prévenir des blessures et de protéger les biens de la population canadienne contre les phénomènes météorologiques violents.

Cette initiative d'envergure pancanadienne a nécessité la construction de 11 nouveaux radars Doppler et la mise à niveau à la norme Doppler de 19 autres radars météorologiques plus anciens – sans compter qu'il a fallu, dans certains cas, transférer ces radars dans un autre endroit pour obtenir une couverture radar maximale des zones rurales ainsi que des zones urbaines.



La construction de ce radar Doppler sur le mont Sicker, en C.-B., permet à la population canadienne de Victoria et de ses environs de bénéficier d'un meilleur préavis lorsque le temps violent se dirige vers leur région.

« En fin de compte, ce projet avait pour objet d'améliorer la sécurité de la population canadienne », souligne Fred Miller, le gestionnaire de projet de TPSGC, qui, du début à la fin du projet, était responsable de la contribution de TPSGC en matière de gestion de biens immobiliers, d'ingénierie et de prestation de services.

Environnement Canada a présenté à TPSGC une liste d'emplacements idéaux pour l'installation de postes de radar, qui ont été sélectionnés en fonction de la probabilité de l'occurrence de phénomènes météorologiques violents et de la densité de la population dans les zones environnantes.

« Le rôle de TPSGC consistait à négocier en vue de l'acquisition des meilleurs terrains au plus bas prix, à concevoir les fondations pour les tours et les bâtiments, à lancer les appels d'offres pour l'attribution de contrats de construction et à gérer l'ensemble du projet », explique M. Miller.

En collaboration avec Environnement Canada, une petite équipe de projet préparait chaque emplacement pendant les mois d'été. Souvent, les fondations des tours radars étaient prêtes un an à l'avance. « En moyenne, on en construisait environ cinq par année », fait remarquer M. Miller.

Le travail de cette équipe fait en sorte que 98 pour cent de la population du Canada est maintenant protégée par un vaste réseau constitué de 31 radars Doppler, qui permettent d'établir de meilleures prévisions, de sorte que les particuliers et les organismes de secours ont plus de temps pour réagir aux conditions météorologiques particulièrement mauvaises.

« Le temps des préavis a maintenant doublé », constate Steve Lapczak, l'ancien directeur du Projet national de radars, à Environnement Canada. « Par exemple, autrefois vous auriez su 20 minutes à l'avance qu'une tornade se dirigeait dans votre secteur, mais maintenant, grâce aux radars Doppler, vous aurez un préavis de 40 minutes. »

Ces minutes d'avis supplémentaires peuvent faire la différence entre la vie et la mort, et permettre aux gens de se protéger et d'assurer leur sécurité. Selon Environnement Canada, le temps violent est responsable, en moyenne, de 220 accidents d'automobiles mortels et de plus de 11 500 blessures graves chaque année.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Fred Miller, conseiller en immobilier, Direction générale des biens immobiliers, au (780) 458-6034 ou par courriel à l'adresse suivante : fred.miller@tpsgc.gc.ca.

Fonctionnement des radars Doppler

La technologie des radars météorologiques Doppler permet aux prévisionnistes de voir « à l'intérieur » des tempêtes qui s'approchent, d'analyser les menaces possibles à la vie ou à la propriété et de lancer des avertissements en conséquence.

Chaque réflecteur parabolique radar Doppler est abrité dans une grande sphère pivotante, installée sur le dessus d'une tour de 15 à 28 mètres de hauteur. Les radars détectent les phénomènes météorologiques à fortes répercussions jusqu'à une distance de 250 kilomètres. Pour ce faire, ils émettent des impulsions d'hyperfréquences dans l'atmosphère et analysent les « échos » qui sont réfléchis lorsque les impulsions frappent des précipitations comme de la pluie, de la neige ou de la grêle. L'information obtenue à partir des échos permet de déterminer l'intensité, l'emplacement et le mouvement des précipitations.

Des logiciels d'analyse surveillent les données radars et avisent les prévisionnistes lorsqu'ils décèlent des conditions qui pourraient donner naissance à des phénomènes météorologiques dangereux. C'est en fonction de ces données que les prévisionnistes décident des mesures à prendre.



Quatre-vingt-dix-huit pour cent de la population canadienne est maintenant protégée par un vaste réseau constitué de radars Doppler situés dans l'ensemble du pays.



Communiquer avec les Canadiens et les Canadiennes par l'entremise de leurs députés

En plus de communiquer avec la population canadienne à l'aide du site du Canada, du numéro sans frais 1 800 O-Canada et des centres de Service Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a recours aux députés locaux pour rejoindre les commettants.

« Bon nombre de Canadiens et de Canadiennes se tournent d'abord vers leur député pour obtenir de l'information sur le gouvernement. Une bonne partie des communications avec la population s'effectue donc en premier lieu par l'entremise des députés », explique Serge Labine, conseiller principal en communications responsable du Programme de rayonnement de TPSGC.

M. Labine veille à ce que les députés et leur personnel sachent tout sur les nombreux programmes et services qu'offre TPSGC afin qu'ils puissent transmettre ces renseignements à leurs commettants. « Mon objectif est de fournir aux députés les outils dont ils ont besoin pour parler des services de TPSGC à la population, fournir des explications sur ces services et en faire la promotion. »

À l'automne 2004, il a lancé « En contact avec les députés », un site Web interactif qui est consacré aux députés et qui contient des fiches de renseignements à jour, une liste des principales réalisations de TPSGC et des liens vers des centaines de services, de programmes et de publications du Ministère. Les échanges en personne permettent également de combler les besoins en matière d'information.

À peu près en même temps que le lancement du site Web, M. Labine a commencé à envoyer des spécialistes de TPSGC à la Colline du Parlement pour rencontrer les députés et leurs employés dans le cadre d'ateliers organisés par la Bibliothèque du Parlement, qui permettait aux fonctionnaires de tenir les parlementaires au courant des programmes et des services importants. De 50 à 200 personnes (sénateurs, députés et autres employés provenant des circonscriptions) peuvent assister à ces séminaires. Ainsi, les députés sont tenus au courant des multiples façons dont TPSGC sert les commettants.

TPSGC a d'abord participé au programme dans le cadre d'une séance de trois jours portant sur la façon de régler les problèmes des commettants dans les circonscriptions. L'exposé, intitulé « Comment faire affaire avec le

gouvernement fédéral », portait sur la façon, pour la population canadienne, d'accéder aux marchés de l'État.

Le dernier exposé portait principalement sur l'initiative Gouvernement en direct (GED). Christine Desloges, directrice générale, Secteur de l'initiative Gouvernement en direct, TPSGC, a donné une vue d'ensemble et a présenté ses coanimateurs qui provenaient d'Industrie Canada, du Commerce international et de Développement social Canada. Les animateurs ont démontré comment les applications du GED pouvaient servir les citoyens et les citoyennes, les entreprises canadiennes et les intérêts internationaux du pays.

Gary Levy, coordonnateur des séminaires de la Bibliothèque du Parlement, dit que 99 % des commentaires qu'il reçoit au sujet des séminaires sont positifs. « L'apprentissage en personne est très utile, » dit M. Levy. Ce dernier favorise de meilleures communications entre les fonctionnaires et les parlementaires.

M. Levy a été tellement impressionné par l'exposé sur le GED qu'il prévoit utiliser celui-ci comme premier atelier diffusé sur le Web, afin de rejoindre les employés dans les bureaux régionaux de circonscription.

« Ce plus grand contact avec les gens nous aidera à les sensibiliser davantage, » dit M. Labine. « Nous voulons communiquer avec le plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes possible et informer ceux-ci sur ce que nous faisons, les services que nous offrons et le rapport qualité-prix qu'ils obtiennent. »

Si vous voulez en savoir plus au sujet du Programme de rayonnement de TPSGC ou de la prochaine série de séminaires qui aura lieu sur la Colline du Parlement, communiquez avec Serge Labine, de TPSGC, à serge.labine@tpsgc.gc.ca ou au (819) 956-2307.

Ci-dessus, des spécialistes de TPSGC ont rencontré les députés dans le cadre d'ateliers organisés par la Bibliothèque du Parlement, permettant de tenir les parlementaires au courant des programmes et des services dont peut bénéficier la population canadienne dans leur circonscription respective.